

Journal du Dimanche – 30 juillet 2006

## **Dominique Strauss-Kahn : « Je ne me laisserai pas intimider »**

### ***Le présidentiable socialiste est très déterminé***

*Que vous inspire l'escalade du conflit entre Israël et le Liban ?*

D'abord de la désolation devant les nombreuses victimes libanaises et israéliennes. Et une grande inquiétude. Une nouvelle fois, le Proche-Orient est au bord du gouffre. Et, cette fois, chacun sent que ce qui se joue dépasse le cadre du Proche-Orient. L'Union européenne et la France en particulier ont un rôle décisif à jouer. J'ai entendu l'appel lancé, hier, par la ministre des Affaires étrangères d'Israël, Tzipi Livni, pour la constitution d'une force militaire d'interposition. Pour cela, il serait utile qu'un conseil européen se réunisse au plus vite.

*Israël a-t-il raison de frapper le Hezbollah avec cette violence ?*

Je le dis sans faiblesse : le Hezbollah doit être jugulé. Son idéologie est un obstacle à la paix. Ses actes - notamment l'enlèvement de deux soldats israéliens sur le territoire de leur pays - ont servi de prétexte à cette guerre. Le moment d'un cessez-le-feu est venu. Il doit s'accompagner de la libération des otages, de l'application de la résolution 1559 des Nations unies - qui impose le désarmement des milices armées au Liban - et d'une force d'interposition légitime et efficace. Les menaces que font peser l'Iran, la Syrie et le Hezbollah ne doivent pas nous faire oublier la nécessité de trouver une solution durable pour le peuple palestinien. L'établissement définitif d'un Etat palestinien reste un impératif.

*L'UMP a finalement donné, il y a deux jours, son feu vert au projet de fusion entre GDF et Suez. Le PS prépare une rafale d'amendements. On parle de 40.000...*

La fusion proposée relève du « grand n'importe quoi ». Des stratèges autoproclamés élaborent, chacun de leur côté, des plans précipités et improvisés. Les affrontements au sein de la majorité prennent le pas sur la définition d'un projet industriel pour GDF. Le gouvernement demande au Parlement de privatiser Gaz de France alors même que la Commission européenne n'aura pas encore décidé si elle autorise la fusion et, dans l'affirmative, quelles sont les contreparties qu'elle exige. Avec tous les socialistes, je me prépare à me battre.

*Les chiffres du chômage de juin sont en baisse: 9,1 % - 26 500 personnes inscrites. Des résultats à attribuer au gouvernement Villepin ?*

Y a-t-il aujourd'hui plus d'emplois qu'en 2002 ? Non. Y a-t-il aujourd'hui moins de chômeurs qu'en 2002 ? Encore non. La baisse récente du chômage a deux causes: un effet démographique réel - le fameux « papy-boom » - et une manière totalement trompeuse de comptabiliser les chômeurs - un chômeur de moins, c'est trop souvent un RMiste de plus... La clé, je le répète, passe par un soutien déterminé à l'investissement. Et par des modalités particulières pour l'insertion des jeunes. On en est loin.

*Ségolène Royal caracole toujours en tête des sondages. Des ralliements se précisent chaque jour : dernier en date, celui d'Arnaud Montebourg. Vos chances semblent minces...*

Je ne me préoccupe pas de l'écume des vagues. Le pays est confronté à des défis économiques et sociaux d'une ampleur sans précédent. Ce qui est en jeu, ce sont les valeurs auxquelles nous sommes attachés, un mode de vie que je veux préserver et défendre. Je vois, de-ci de-là, des tentatives pour « ne voir qu'une tête ». Je ne me laisserai pas intimider! Les adhérents du Parti socialiste ne se feront pas dicter leur choix par les médias ou les sondages. Ils attendent le débat. Ils doivent l'avoir

*Les amis de Lionel Jospin viennent de lancer un appel en sa faveur...*

C'est à lui et à lui seul de dire s'il veut être candidat. Je me refuse à le faire parler. Il a, lui-même, fixé comme condition à cette candidature le rassemblement du Parti Socialiste. A lui d'apprécier, le moment venu, si c'est le cas.

*Vous organisez aujourd'hui à Sarcelles une grande fête de soutien aux enfants menacés d'expulsion. Qu'auriez-vous fait à la place de Nicolas Sarkozy ?*

Nicolas Sarkozy a dit qu'il voulait être « juste et ferme » ; il est arbitraire et brutal. Non seulement l'interprétation de la circulaire du ministre diffère selon les préfetures, mais les délais sont impossibles à respecter. Ce n'est pas du volontarisme mais de l'amateurisme, voire du cynisme. Une fois de plus, Nicolas Sarkozy est fort avec les faibles et faible avec les forts. Une véritable politique aurait été de s'attaquer aux vrais responsables : les passeurs, les logeurs et les employeurs de clandestins. La plupart des immigrés qui vivent dans nos quartiers sont en situation régulière. Quant aux jeunes qui « rouillent » au pied des tours, ils sont, pour la plupart, français. S'ils commettent un délit, ils doivent être sanctionnés sans faiblesse. Mais, lorsqu'ils cherchent un emploi ou un logement, ils doivent être considérés comme n'importe lequel de nos concitoyens.

*Interview Virginie Le Goay*